

International

APRÈS L'ASSASSINAT D'ALI LARIJANI, LE RÉGIME IRANIEN EST-IL RÉELLEMENT FRAGILISÉ ?

Yasmina Asrarguis, Behnam Ben Taleblu, David Khalfa, Rachel Nakache

02/04/2026

Dans quelle mesure la guerre en cours entre les États-Unis, Israël et l'Iran traduit-elle une reconfiguration structurelle des équilibres de puissance au Moyen-Orient ? Ce conflit, désormais inscrit dans une dynamique d'intensité soutenue, met en lumière les décalages croissants entre les objectifs américains et israéliens, tout en révélant les nouvelles logiques d'alignement, de fragmentation et de compétition stratégique qui redessinent la scène régionale. Il s'inscrit également dans un processus plus large de recomposition des rapports de force, à l'intersection des rivalités moyen-orientales et des repositionnements des grandes puissances.

En partenariat avec l'Atlantic Middle East Forum (AMEF) et la Foundation for Defense of Democracies (FDD), cet événement s'est tenu dans le cadre des activités de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation Jean-Jaurès. Il était animé par David Khalfa, codirecteur de l'Observatoire, et par Yasmina Asrarguis, membre de l'Observatoire. Ce briefing réservé à la presse et aux chercheurs fait l'objet du compte-rendu ci-dessous rédigé par Rachel Nakache, chargée de mission à la Fondation Jean-Jaurès.

Découvrez l'intégralité de l'échange en audio (en anglais) :

[Retrouvez la traduction en anglais](#)

Résumé exécutif

La campagne américano-israélienne contre l'Iran a dépassé le stade d'un bref coup de force. Après plus de vingt jours de frappes, elle s'apparente désormais à un conflit prolongé. Washington se

présente en posture défensive, neutralisant les segments les plus létaux de l'arsenal iranien, mais en pratique ses raids cherchent à éroder la capacité de dissuasion de Téhéran. Israël, de son côté, vise explicitement le cœur du régime. Ses frappes récentes ont ciblé unités paramilitaires du Bassidj, Gardiens de la Révolution et installations clés pour désorganiser l'État iranien. Cette pression militaire est aussi politique et narrative (notamment par des appels à la libération de l'Iran), mais les alliés n'ont aucun plan de renversement immédiat. Ainsi, soucieux de l'opinion domestique et de l'effet d'usure politique, l'engagement américain pourrait s'arrêter avant un effondrement du régime.

En Iran même, le régime vacille mais tient bon. Début 2026, des manifestations sans précédent ont agité le pays avec près de 1,5 million de personnes ayant défilé dans le sud de Téhéran. La répression s'est révélée d'une extrême brutalité, faisant des milliers de victimes au cours de plusieurs semaines de protestation. Malgré la mort de nombreux hauts responsables, le régime n'a pas basculé. Conçu comme un système résilient, il perdure en s'appuyant sur la solidité de ses appareils sécuritaires et la continuité de ses chaînes de commandement. Le pouvoir persiste face à un peuple fracturé. À l'étranger, la diaspora iranienne s'est mobilisée massivement, notamment en Europe et en Amérique du Nord (jusqu'à 150 000 personnes à Toronto et 100 000 à Munich) pour soutenir la contestation, traduisant l'émergence d'un appui international inédit. Au total, le rapport de force interne reste incertain: le soulèvement n'est pas (encore) consolidé par une opposition structurée, et tout changement de régime dépendrait d'une dynamique endogène amplifiée par un appui externe.

Cette opération se joue aussi sur le terrain mondial. D'une part, Washington intègre la question iranienne dans la rivalité sino-américaine. Pékin est en effet le principal soutien économique de Téhéran: il achète près de 80% du pétrole exporté par l'Iran et facilite les circuits d'importation de technologie duale. D'autre part, la Russie entretient un partenariat d'armes avec l'Iran. Malgré la guerre en Ukraine, Moscou a transféré des technologies de drones à Téhéran et, selon le président ukrainien, a même commencé à fournir à l'Iran des drones Shahed de conception russe pour attaquer les positions américaines et israéliennes. Au final, ni Pékin ni Moscou ne rompent avec Téhéran, et contribuent à contourner les sanctions occidentales. Enfin, la guerre a reconfiguré les alliances régionales. Les monarchies du Golfe, longtemps engagées dans une logique de stabilisation de leurs relations avec l'Iran, constatent que leur stratégie de rapprochement s'est en partie retournée contre elles. Leurs territoires sont désormais exposés à des frappes, tandis que leur politique de dialogue apparaît comme un échec. Sous la pression de la menace iranienne, elles réorientent progressivement leur alignement vers Israël et, indirectement, vers les États-Unis.

Les limites de la coordination américano-israélienne contre Téhéran

Le conflit a désormais franchi le cap des vingt jours, un seuil qui, en soi, est déjà révélateur. Loin d'un éclair stratégique fulgurant ou d'une démonstration de force éphémère, la guerre s'est installée. Elle a désormais dépassé le tempo de la Guerre des Douze-Jours, glissant peu à peu vers un conflit prolongé.

Dans ce contexte, Washington avance sous couvert d'une mission défensive, une formule qui masque à peine une réalité plus offensive, à savoir neutraliser les segments les plus létaux de l'appareil sécuritaire iranien. Il paraît inévitable de rappeler que, depuis deux décennies, l'Iran a constitué le plus vaste arsenal de missiles balistiques du Moyen-Orient, tout en en disséminant les capacités au sein de ses relais régionaux, cet « axe de la résistance » devenu prolongement stratégique de sa puissance. Les frappes américaines s'inscrivent dans cette logique d'érosion de la capacité de Téhéran à dissuader, voire à riposter, en ciblant directement son potentiel balistique. Chaque raid n'est pas seulement militaire, il est aussi politique, visant à montrer que la puissance iranienne n'est pas intouchable et que ses outils de coercition peuvent être neutralisés.

Toutefois, la partition alliée demeure loin d'être homogène. Là où les États-Unis ciblent des capacités, Israël privilégie une logique de « décapitation » de l'appareil sécuritaire iranien. Ces derniers jours, Israël a visé frontalement l'appareil de répression du régime iranien en frappant les forces paramilitaires du Bassidj, certaines unités des Gardiens de la Révolution et des infrastructures sécuritaires clés. Il s'agit donc bien de désorganiser le cœur même de l'État.

Dans cette perspective, Behnam Ben Taleblu, directeur du programme Iran à la Foundation for Defense of Democracies (États-Unis), qualifie alors le régime de « zombie » : il est affaibli, partiellement décapité, mais toujours capable de nuire. L'État iranien vacille, laissant entrevoir des zones de vide et de fragmentation du pouvoir, sans pour autant s'effondrer. Or, c'est précisément dans cet entre-deux, ni stabilité ni chute, que se concentrent les risques les plus élevés. L'Iran devient un acteur diminué, mais imprévisible, encore en mesure de projeter de la violence sur plusieurs fronts.

Washington et Jérusalem adoptent ainsi des lignes d'action distinctes mais complémentaires, au service d'une même stratégie.

Dans ce cadre, les spéculations sur l'infiltration des services de renseignement israéliens au cœur du régime iranien sont nombreuses, et souvent amplifiées par l'imagination collective. Mais

derrière ces fantasmes se cache une réalité complexe et précise. La première question à se poser est : de quel type de renseignement parle-t-on ? Humain, *via* des réseaux locaux, ou numérique, facilité par le cyber ?

Lors de la Guerre des Douze-Jours, un commandant des forces aérospatiales iraniennes se plaisait à dire que certains téléphones mobiles devenaient de véritables « espions mobiles ». L'idée était loin d'être anecdotique. Dans de nombreux cas, les cibles n'étaient pas surveillées directement par leurs propres appareils, mais à travers ceux de leur entourage rapproché, notamment leurs gardes du corps. En corrélant la localisation et les activités de ces derniers, les renseignements obtenus étaient quasi équivalents à ceux fournis par une source humaine infiltrée. Cela ne signifie pas pour autant que le renseignement humain ait disparu, bien au contraire. Les fuites internes et les complicités au sein même de l'appareil d'État continuent de jouer un rôle déterminant. L'ancien ministre du Renseignement iranien, Ali Younesi, résumait cette vulnérabilité en affirmant que « tout fonctionnaire iranien ne devrait pas dormir en sécurité la nuit », révélant l'ampleur des failles potentielles du système.

Parallèlement, durant ce même conflit, Israël s'est appuyé sur des relais iraniens locaux : des ingénieurs spécialisés dans les drones, des fournisseurs de composants militaires et même des opérateurs sur le terrain, capables de cibler les défenses aériennes, les sites de missiles et les postes de commandement. La question aujourd'hui reste ouverte : que sont devenus ces réseaux ? Ont-ils été démantelés, plongés dans la clandestinité, ou maintenus en veille en vue d'opérations futures ? La réponse, pour l'heure, demeure hors de portée.

Désormais, la pénétration israélienne semble reposer sur une combinaison sophistiquée de moyens humains et technologiques, articulant infrastructures physiques et exploitation des données numériques (caméras de surveillance, schémas de trafic...). Ces méthodes ont probablement permis aux services étrangers de suivre avec précision le comportement des membres du régime iranien, révélant une dimension largement invisible de la guerre.

Dans cette guerre de l'ombre, l'espionnage s'impose ainsi comme un levier déterminant, capable de reconfigurer les rapports de force et, à terme, d'influer sur la trajectoire même des régimes.

Behnam Ben Taleblu souligne que l'histoire récente offre un précédent critique. Lors de l'été précédent, la synchronisation des opérations avait échoué, révélant un risque tangible de désalignement stratégique. Une telle divergence pourrait se reproduire si Washington décidait d'un retrait anticipé tandis qu'Israël maintiendrait ses frappes ciblées. Téhéran saurait exploiter cet écart, ouvrant la voie à des représailles potentielles, notamment contre les infrastructures

énergétiques du Golfe. Un tel scénario risquerait d'impliquer d'autres puissances régionales et de mettre à l'épreuve la cohésion de l'alliance. La vulnérabilité alliée ne tient donc pas seulement dans ses moyens militaires, mais aussi dans la discordance des temporalités stratégiques.

À cela s'ajoute le poids du facteur politique intérieur américain, déterminant dans la conduite des opérations. Sous l'administration Trump, la flexibilité tactique demeure contrainte par des variables domestiques telles que le marché de l'énergie, l'opinion publique et la pression sur la croissance économique.

Dans ce cadre, l'horizon annoncé pour la fin du conflit, estimé entre une et quatre semaines, reflète la volonté de concentrer l'effort militaire tout en contenant les coûts politiques et économiques. Ce calendrier entre toutefois en tension avec la stratégie iranienne qui cherche au contraire à inscrire l'affrontement dans la durée afin d'en faire un instrument d'usure.

Dès lors, la campagne militaire ne peut être dissociée de ses prolongements politiques. Les objectifs alliés s'articulent autour d'une double logique, entre neutralisation des capacités militaires iraniennes et esquisse d'un cadre politique de sortie. Or, celle-ci demeure incertaine à Washington, où le débat oscille entre une approche pragmatique de stabilisation d'un régime affaibli et une stratégie de pression maximale visant une transformation plus profonde.

Dans cet entre-deux, les objectifs consensuels tels que le soutien au peuple iranien, la sécurité énergétique et la stabilisation régionale servent de lignes directrices, sans pour autant résoudre l'équation centrale : comment convertir un avantage militaire immédiat en un résultat politique à la fois durable et structurant ?

Face à cette incertitude, Behnam Ben Taleblu identifie plusieurs trajectoires d'action permettant à Washington d'ajuster son engagement, de redéfinir le rapport de force avec Téhéran et de structurer l'après-conflit. Trois options se dégagent.

La première consiste à maintenir une mission défensive américaine. Elle impliquerait la poursuite de la campagne par des frappes ciblées sur les capacités militaires clés de l'Iran (bases de lancement, installations de production, infrastructures liées aux missiles...) avant de déclarer une forme de victoire en mettant en avant ces résultats. L'objectif serait de démontrer que la capacité de nuisance militaire iranienne a été significativement affaiblie. Toutefois, Behnam Ben Taleblu souligne les limites de cette approche. Celle-ci laisse intacte la structure politique du régime et n'en traite pas les fondements. Le risque est alors celui d'une pause militaire qui, en l'absence de stratégie politique cohérente, offrirait à Téhéran un espace de recomposition et de reconstitution

de ses réseaux d'influence.

La deuxième option déplace le centre de gravité vers la sécurisation du détroit d'Ormuz, point névralgique du commerce énergétique mondial. Il s'agirait pour les États-Unis de concentrer leurs efforts sur la protection des flux maritimes stratégiques afin de garantir la libre circulation du pétrole et de stabiliser les marchés. Dans ce scénario, l'objectif est avant tout économique et diplomatique, puisqu'il s'agit de rassurer les alliés du Golfe et de contenir les chocs énergétiques. Cette option, souvent perçue comme complémentaire et compatible avec les priorités de l'administration Trump, ne vise pas à traiter directement la menace militaire iranienne, mais à en contenir les effets.

La troisième option cible le cœur du dossier nucléaire, en se concentrant sur la gestion des matières fissiles. Elle consisterait à neutraliser les stocks d'uranium hautement enrichi (60%), notamment ceux situés dans des sites comme Ispahan. En confisquant ou sécurisant ces matières, on viserait à empêcher toute trajectoire vers l'arme nucléaire. L'enjeu est ici de répondre à l'urgence du risque nucléaire, mais là encore cette approche laisse intacte la structure politique du régime.

Pour autant, selon Behnam Ben Taleblu, une seule option dépasserait ces approches : le « modèle iranien ». Celui-ci ne repose pas sur des frappes généralisées, mais sur le soutien à un soulèvement populaire déjà en cours, dans une logique rappelant, par analogie, l'Iran de 1978-1979. Dans ce cadre, des frappes aériennes ciblées viendraient neutraliser les principaux appareils répressifs afin de protéger le noyau dur de la contestation.

Bien que ce modèle soit décrit comme coûteux et incertain, avec ses incertitudes et ses imprévisibilités, il s'inscrit dans le constant suivant : quarante-sept ans d'un *statu quo* étouffant n'ont engendré ni paix véritable ni stabilité durable. Il ouvrirait, selon ses partisans, la possibilité d'une transformation stratégique de l'Iran, susceptible de favoriser l'émergence de dynamiques plus pro-occidentales au sein de la société.

Ce modèle repose toutefois sur plusieurs hypothèses critiques. Il se distingue d'expériences passées comme l'Irak, l'Afghanistan ou la Libye, dans la mesure où le changement de régime y serait principalement endogène, l'intervention extérieure jouant un rôle d'amplification plutôt que de substitution. Il s'appuie également sur le constat que les soulèvements populaires internes, du printemps 2018 aux manifestations de 2019-2020, en passant par le mouvement Femme, Vie, Liberté de 2022-2023 et les mobilisations du début 2026, n'ont pas permis une transformation durable du système. C'est dans cet écart persistant entre une société mobilisée et un État résilient

que se situe, selon Behnam Ben Taleblu, la justification d'un éventuel appui militaire extérieur, visant à rééquilibrer le rapport de force entre l'État et la société. Dans ce schéma, l'hypothèse d'une action conjointe d'Israël et des États-Unis apparaît comme une configuration presque idéale pour soutenir la dynamique contestataire iranienne. En filigrane, le message de l'analyste est sans ambiguïté. Si une telle stratégie devait être adoptée à plus grande échelle, son efficacité reposerait moins sur l'intensité des frappes que sur la finesse de leur orchestration.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Le régime iranien face à l'érosion de son assise

Le mouvement de contestation populaire qui traverse l'Iran depuis plusieurs années, et dont l'intensité s'est nettement accrue ces derniers mois, s'apparente de plus en plus à un moment de rupture historique. Les manifestations de décembre 2025 et janvier 2026 ne relèvent pas seulement d'un phénomène quantitatif exceptionnel ; elles traduisent surtout une inflexion qualitative profonde, tant par leur ampleur que par leur composition sociale et territoriale. Au pic de la mobilisation, près de 1,5 million de personnes défilent dans le seul sud de Téhéran. Mais au-delà du chiffre, c'est la nature même du mouvement qui interpelle : étalé sur plusieurs semaines, il parvient à agréger des segments de population longtemps fragmentés. Ce caractère transversal constitue en lui-même un signal stratégique majeur, révélant une érosion avancée des mécanismes de segmentation (sociaux, géographiques, identitaires) qui assuraient jusqu'ici la résilience du régime.

Plus encore, le registre symbolique des mobilisations révèle une mutation idéologique profonde. Les slogans tels que « De Zahedan à Téhéran, ma vie uniquement pour l'Iran » traduisent un basculement vers un nationalisme civique, affranchi des clivages religieux, qui tend à reconfigurer les lignes de solidarité au sein de la société iranienne. La contestation ne s'organise plus autour de revendications périphériques ou communautaires, mais autour d'une réappropriation de l'idée nationale elle-même.

Face à cette séquence, la réponse étatique atteint un niveau de violence sans précédent sur les

deux cents dernières années de l'histoire contemporaine du pays. Behnam Ben Taleblu insiste sur le caractère « immédiat et brutal » de la répression, marqué par un bilan compris entre 30 000 et 43 000 morts en quelques semaines et par la mobilisation simultanée des Bassidj, des forces anti-émeutes, de l'armée régulière et des Gardiens de la Révolution. Ce recours à une violence extrême dépasse la logique classique de maintien de l'ordre et traduit une lecture existentielle de la menace par le régime. En retour, cette fuite en avant répressive agit comme un révélateur, celui d'une fragilité structurelle que le pouvoir ne parvient plus à contenir autrement que par la force.

C'est ici qu'apparaît un paradoxe majeur. L'hypothèse dominante, notamment dans de nombreuses analyses occidentales, voulait qu'un tel niveau de coercition produise un effet de sidération durable. Or, les signaux disponibles, aussi fragmentaires soient-ils, pointent dans la direction inverse, avec une résistance qui persiste et semble même se structurer. Cette résilience s'inscrit dans le temps long. Après trois décennies d'impasses électorales marquées par une abstention croissante et l'absence d'alternance réelle, la population iranienne est aujourd'hui davantage prête à accepter un appui extérieur pour changer le régime. En particulier, une partie significative des Iraniens (jusqu'à 80%) se dit opposée au régime, et beaucoup ont clairement exprimé leur désir de voir l'édifice politique réformé ou renversé. Dans ce contexte, Behnam Ben Taleblu rappelle qu'il n'existe pas en Iran d'« opposition structurée » au sens classique du terme. Le paysage contestataire demeure fragmenté et largement contraint de s'organiser depuis l'étranger.

Il met également en lumière un second paradoxe : les manifestations en Iran ne réclament pas la partition du pays, mais, au contraire, son intégrité. Même les minorités kurdes ou baloutches, malgré leurs revendications historiques pour des régions autonomes, semblent pour l'instant s'aligner sur un slogan national unitaire. L'opposition aspire ainsi à une refondation de l'Iran dans ses frontières actuelles. Si certaines instances pourraient être tentées d'exagérer des déclarations minoritaires en faveur du fédéralisme ou du séparatisme, comme c'est par exemple le cas du parti démocratique du Kurdistan iranien, cela ne traduit pas la volonté majoritaire sur le terrain.

Dans ce contexte, la diaspora iranienne s'impose comme un acteur stratégique de premier plan. La contestation se projette désormais au-delà des frontières nationales et prend la forme de mobilisations massives en Europe (telles qu'en Allemagne en février) et en Amérique du Nord. Elle s'appuie en outre sur la structuration de réseaux transnationaux de soutien et sur une capacité accrue à inscrire la cause iranienne à l'agenda médiatique et diplomatique international.

En miroir de cette montée en puissance contestataire, Behnam Ben Taleblu propose une lecture fine de la résilience institutionnelle du régime, qu'il résume comme étant « paralysé, mais toujours létal ».

Les frappes israélo-américaines, survenues lors de la Guerre des Douze-Jours, ont pourtant atteint des cibles de premier plan, puisque le président, le vice-président, plusieurs ministres et des commandants des Gardiens de la Révolution ont été tués. L'onde de choc fut immédiate. Mais elle n'a pas provoqué l'effondrement attendu.

L'explication tient à l'architecture même du pouvoir iranien. En effet, beaucoup de partisans de la théorie de la « décapitation » qui considèrent qu'éliminer les dirigeants résoudrait le problème passent à côté du phénomène et du mode de fonctionnement du système iranien. Le Guide suprême iranien, en place depuis trois décennies, disposait certes d'une autorité personnelle forte, mais son succès reposait sur sa capacité à institutionnaliser cette autorité personnelle dans un système extrêmement complexe, presque byzantin, avec des centres de pouvoir qui se chevauchent et des autorités parfois contradictoires. Les institutions traditionnelles peuvent être supplantées par des institutions révolutionnaires, les instances élues par d'autres structures, les lignes de compétence professionnelles par des lignes de pouvoir personnelles, et ainsi de suite. Ce système est conçu avec des redondances et des chevauchements. Dans ces conditions, l'élimination de quelques hauts responsables ne suffit pas à fragiliser l'État puisque le système a été conçu pour fonctionner comme un « système zombie », où la suppression d'une tête entraîne immédiatement la montée d'une autre.

Pour illustrer cette dynamique, Behnam Ben Taleblu fait intervenir la métaphore du magnétoscope. Dans cette analogie, la politique de Donald Trump est comparée à une action simple, celle d'appuyer sur le bouton « avance rapide ». Le film, lui, est déjà en cours. Il a été écrit, produit, mis en scène par le système de Ali Khomeini. Le réalisateur, le distributeur, celui qui a inséré la cassette dans le lecteur... : tout renvoie à l'architecture interne du régime iranien. Dans cette lecture, l'acteur extérieur ne crée donc pas une trajectoire nouvelle et n'impose pas un scénario exogène ; il se contente d'accélérer une dynamique déjà inscrite dans le fonctionnement même du système. Autrement dit, la crise iranienne ne naît pas de l'intervention extérieure, elle lui préexiste. L'action extérieure agit alors comme un catalyseur, un révélateur de vitesse plutôt qu'un moteur d'origine. Ainsi, si le film s'accélère, ce n'est pas parce qu'il change de nature, mais parce que son dénouement est déjà en germe. Reste alors une incertitude majeure : accélérer une trajectoire, est-ce en maîtriser l'issue ou en précipiter les risques ?

Qui s'allie, qui se défie ?

Moscou et Téhéran, complices contre l'Occident

La formule selon laquelle « il n'y a pas d'honneur parmi les élites » résume, à bien des égards, la logique de Moscou vis-à-vis de Téhéran. La Russie a constamment su, en fonction de ses intérêts, instrumentaliser la relation iranienne, voire « monnayer » son soutien au meilleur prix. Il ne faut pas oublier que l'ensemble des grandes résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies visant l'Iran ont été approuvées, à un moment ou à un autre, par Moscou, et souvent de concert avec Pékin.

Pourtant, nous avons changé d'époque. La relation russo-iranienne entre dans une phase inédite. Si l'on observe son évolution sur les cinq derniers siècles, elle a connu plusieurs configurations. D'abord structurée, puis strictement transactionnelle après la Guerre froide, avant de devenir plus transformationnelle sous l'effet conjugué des guerres en Syrie et en Ukraine.

Aujourd'hui toutefois, un tournant s'opère. La Russie, enlisée en Ukraine, et l'Iran, en quête de soutiens extérieurs, semblent réorienter leur relation vers une dimension plus explicitement transactionnelle. Le contenu de ces échanges est particulièrement sensible, incluant l'assistance tactique contre des bases américaines, les transferts d'armes sophistiquées, les échanges d'argent liquide et la circulation d'équipements occidentaux capturés par Moscou sur le front ukrainien. Ces flux, souvent opaques, portent la marque russe, y compris sous l'administration Biden. À cela s'ajoute une coopération émergente dans le domaine spatial, avec l'installation d'infrastructures iraniennes, des projets de satellites communs et même des ambitions antisatellites. Ce glissement touche des secteurs d'une sensibilité stratégique majeure.

Dans ce cadre, la Russie fournit à l'Iran des moyens létaux tout en conservant, sur le plan politique, une distance soigneusement calibrée. Comme le formule Behnam Ben Taleblu en reprenant une expression américaine, la Russie parvient à « marcher et mâcher du chewing-gum en même temps », soit poursuivre deux logiques à la fois, entre engagement tactique et prudence stratégique. Pour Téhéran, cette relation est celle d'un partenariat, mais un partenariat vécu dans la frustration. L'Iran demeure le partenaire subalterne, en quête permanente de reconnaissance et d'égalité. La Russie, quant à elle, adopte une approche pragmatique, et l'utilise avant tout comme une pièce parmi d'autres sur un échiquier global dépassant le seul Moyen-Orient. Et dans cette partie, les Iraniens essaient sans relâche de se hisser du statut de pion à celui de cavalier.

Cette logique, presque organique, s'enracine dans le temps long. Dès les années 1990, bien avant les crises actuelles, certains discours iraniens sur l'expansion de l'OTAN faisaient déjà écho à ceux de Moscou sur l'Ukraine et l'Alliance atlantique en 2022. Aujourd'hui, cette convergence stratégique

s'accompagne d'un prix élevé, l'Iran s'étant isolé au point d'unir contre lui presque toute l'Europe. Les Européens ont franchi un seuil politique majeur en désignant les Gardiens de la Révolution comme organisation terroriste, en soutenant la réactivation des sanctions onusiennes et en multipliant les mesures conjointes contre la Russie et l'Iran, jusqu'à quatorze séries de sanctions couvrant drones, missiles et technologies militaires. Les Iraniens ont cru offrir à Moscou un soutien mesuré et contrôlable. En réalité, ils ont donné à l'Occident un prétexte de plus pour resserrer l'étau.

Reste une inquiétude persistante. À Washington, la perception de cette convergence russo-iranienne demeure fragmentée. Pourtant, l'alignement progressif de leurs vulnérabilités ouvre une fenêtre stratégique rare et fragile, susceptible de reconfigurer le rapport de force. L'histoire jugera si cette opportunité aura été saisie à temps.

La rivalité sino-américaine, un bras de fer qui redessine l'ordre mondial

La confrontation entre les États-Unis et la Chine s'impose comme un duel qui redessine en profondeur les contours d'un ordre mondial déjà fragilisé.

Aujourd'hui, Washington tente de contenir Pékin, non seulement au Venezuela, mais aussi en Iran. Pendant ce temps, la Chine continue de s'approvisionner en pétrole iranien à prix d'ami, une aubaine qui renforce son emprise économique tout en défiant l'Occident. La dynamique actuelle est claire : c'est la Chine qui impose le rythme de cette confrontation globale. Il faut, à cet égard, reconnaître l'héritage du premier mandat de Donald Trump, qui a contribué à structurer un consensus bipartisan inédit aux États-Unis autour la nécessité de contenir la Chine. Cette convergence s'est progressivement diffusée à l'ensemble de l'écosystème américain (Parlement, médias, *think tanks*, universités et intelligentsia). Cette « monoculture » anti-chinoise perdure, et une interrogation centrale subsiste : Washington se montre-t-il à la hauteur d'un environnement désormais structuré, sur le long terme, par la rivalité avec Pékin ?

Dans cette perspective, tout à Washington tend à être lu à travers le prisme chinois, une grille de lecture dominante qui pourrait, progressivement, intégrer plus explicitement la dimension iranienne. Si Donald Trump retarde de manière significative sa rencontre prévue avec Xi Jinping, ou avec un haut responsable chinois, cela enverrait un signal clair et historique. En effet, pour la première fois depuis le début de son second mandat, il reconnaîtrait la nécessité d'aborder le défi chinois en y incluant pleinement la variable iranienne. Une telle évolution apparaîtrait non seulement opportune, mais surtout indispensable, au regard du niveau atteint par les exportations pétrolières iraniennes l'an dernier, proches des deux millions de barils par jour, dépassant même ce

seuil en septembre et en novembre 2025. Ces volumes sont comparables aux pics observés sous l'administration Biden, et ce malgré sa rhétorique des sanctions maximales. Dès lors, traiter le défi iranien revient à agir sur sa principale variable de survie économique : le pétrole. Depuis le boycott européen de 2011-2012, la Chine s'est imposée comme le principal acheteur du brut iranien. Entre 80% et 90% des exportations de Téhéran issues du Golfe persique affluent aujourd'hui vers Pékin. Cette dépendance fait de la Chine un acteur central, sinon décisif, dans la résilience économique de la République islamique. Ironiquement, toutefois, Pékin importe encore davantage de pétrole des pétromonarchies arabes que de Téhéran.

Les critiques isolationnistes soulignent, de leur côté, les coûts croissants d'un tel engagement. À leurs yeux, les navires américains déployés dans la région s'épuisent, les intercepteurs antimissiles se raréfient et, au bout du compte, Washington risquerait de s'enliser dans une nouvelle spirale d'engagements, sans pour autant avoir réussi à intimider Pékin de manière décisive. Cette lecture est toutefois jugée réductrice par Behnam Ben Taleblu. Si l'on considère les faits avec recul, le succès des États-Unis contre les maillons les plus vulnérables de l'« Axe des agresseurs » est loin d'être négligeable. Au Venezuela, un régime autrefois solidement aligné est fragilisé ; en Iran, la pression combinée des sanctions et de l'isolement pèse sur des structures déjà sous tension.

Ce recul contraint, par ricochet, la Chine à réévaluer ses calculs stratégiques, en fragilisant certains de ses relais d'influence extérieurs. Plutôt qu'un simple coût, cette dynamique peut dès lors être interprétée comme un instrument de dissuasion élargie. En affaiblissant les alliés périphériques de Pékin, Washington agit sur les conditions structurelles mêmes de sa puissance. Un succès discret, presque silencieux, mais susceptible de reconfigurer durablement le rapport de force entre grandes puissances.

Les pays du Golfe au cœur du grand réalignement

La guerre actuelle a provoqué un repositionnement rapide des monarchies du Golfe face à Israël et aux États-Unis. Ce virage stratégique pourrait paradoxalement prémunir la région contre un effondrement plus large.

Cette dynamique ouvre également un avenir bien plus prometteur au Conseil de coopération du Golfe (CCG). Elle repose sur une prise de conscience accélérée, nourrie par les leçons de l'histoire. Le précédent napoléonien met en lumière un invariant géopolitique : les puissances impériales se consolident dans les phases de rupture, lorsque la contrainte extérieure impose une reconfiguration rapide des équilibres. En 2020, une telle évolution aurait été impensable au grand jour. Mais aujourd'hui, le contexte a profondément changé. Des impératifs politiques plus affirmés

s'imposent, portés par des bouleversements sociaux et des impératifs économiques pressants. Pour autant, le facteur décisif reste la sécurité. Ces dynamiques s'inscrivent dans un Moyen-Orient marqué par un désengagement relatif des États-Unis, qui tendent à réduire leur empreinte directe. Dans ce contexte, il revient aux États de la région de se structurer en coalitions capables de faire face aux menaces communes.

Bien entendu, les idéologies, l'histoire et les fractures régionales continuent de peser. Mais une superpuissance doit aussi être en mesure d'orienter ses alliés, en particulier lorsqu'elle prépare une forme de retrait stratégique en favorisant la cohésion d'un bloc régional. La menace iranienne actuelle offre précisément cette marge de manoeuvre précieuse, presque providentielle. Toutefois, les trajectoires restent différenciées et chaque pays réagit à son rythme. L'Arabie saoudite ne suit pas exactement les mêmes priorités que le reste du CCG ou que d'autres pays du monde arabe et musulman. Ainsi, l'Indonésie, par exemple, n'a pas réagi après le 7 octobre 2023, contrairement à Riyad, confronté à des contraintes démographiques et politiques internes plus fortes. La normalisation avec Israël se déploiera donc de manière différenciée selon les contextes, sous-tendue néanmoins par une logique sécuritaire commune : l'intégration progressive d'Israël dans un ordre régional aligné sur les États-Unis, initiée d'abord *via* le Golfe, avant de rayonner à plus grande échelle.